

17 octobre 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, au siège de la Fédération des industries de l'Etat de Sao Paulo, notamment sur la dette extérieure du Brésil, les relations commerciales franco- brésiliennes, le commerce international et le protectionnisme, jeudi 17 octobre 1985.

Monsieur le président,

- Mesdames et messieurs,

- Je n'ai pas l'intention de prononcer un discours. Je répondrai aux quelques questions implicitement posées dans les deux allocutions qui viennent maintenant d'être énoncées. Je remercie M. le Président Franco d'avoir accueilli le Président de la République française dans les termes choisis qui ont été les siens pour marquer à la fois la solidarité déjà ancienne entre nos deux pays, la communauté de culture, l'intérêt porté par les industriels brésiliens aux efforts de la France pour réussir elle aussi dans ses entreprises, les autres solidarités autour de quelques projets particulièrement audacieux et positifs. J'ai noté en particulier ce qui était dit sur la relation tripartite France - Brésil - Afrique et les considérations qu'entraîne naturellement la situation difficile du monde et particulièrement la relation entre les pays dits "industrialisés" et les pays dits "en voie de développement". Il est pratiquement impossible de classer le Brésil, ici ou là, car c'est un des pays les plus industrialisés du monde, mais c'est en même temps un pays qui présente certains des caractères des pays en voie de développement. Vous échappez donc à toutes définitions. Classer d'emblée serait arbitraire et ne répondrait qu'à un seul aspect. On risque à ce moment-là d'être toujours hors de la question.

- J'aimerais retrouver naturellement la tonalité et l'accent de ce type de préoccupations qu'éprouvent les Français qui sont venus dans ce pays, qui ont développé leurs affaires, qui épousent profondément la cause du Brésil, qui voudraient bien que tout cela marche de pair et qui se posent, comme vous, monsieur le président Franco, comme moi-même, les questions qu'exige la difficulté des temps présents.

- Je ne sais pas si notre dialogue - c'est une affaire d'organisation - se prolongera, s'il y aura des questions particulières ou si je dois répondre d'emblée à l'ensemble des questions contenues dans les allocutions précédentes. Une fois que j'aurai parlé, d'autres questions seront-elles posées ? Je pose cette question pour pouvoir sérier un peu et ne pas d'emblée faire une allocution de caractère exhaustif. Il y aura cinq questions pour poser quelques problèmes. C'est comme cela que je le comprends.\

D'abord la raison de ce voyage : je n'étais pas venu en Amérique du Sud depuis mon élection à la Présidence de la République française en 1981, et pourtant, j'ai accompli bon nombre de voyages dans le monde. Ce n'était pas normal. Je n'ai fait qu'une approche des pays d'Amérique latine : c'était au Mexique, précisément en 1981, à l'occasion de la Conférence de Cancun et j'avais jumelé une visite d'Etat au Mexique, pays ami de la France. Je le répète : cette approche était insuffisante. Ayant été invité par M. Tancredo Neves au cours d'un entretien que nous avons eu, chez moi, en France, il avait été prévu qu'au cours de l'année 1985, je viendrais dans son pays. Les événements dramatiques qui se sont déroulés ont bien entendu retardé cette

perspective qui a été remise d'actualité lorsque l'invitation a été réitérée par M. le président Sarney. J'estimais avoir une obligation morale et politique à l'égard du Brésil, et hors de toute obligation, j'avais très envie d'y venir pour le connaître, je ne dirais pas mieux, pour le connaître tout simplement, car ma dernière visite à Saint-Paul remonte à 39 années. Aucun d'entre vous ne s'y reconnaîtrait très exactement en comparant la ville de 1946 avec la ville de 1985, moi non plus naturellement. Je n'ai pas retrouvé les zones de verdure un peu tropicales qui occupaient le centre de la ville, cela a disparu, peut-être même un peu trop. Je n'ai pas retrouvé non plus bien des avenues sur lesquelles je m'étais promené tranquillement le soir. Cela doit être de plus en plus difficile de se promener tranquillement le soir. J'ai un peu l'impression qu'il y a un tourbillon d'activités qui prend une dimension considérable.\

Une autre raison de cette visite : la France que je représente a besoin d'étoffer ses relations avec des pays comme les vôtres, et particulièrement avec le vôtre, pays immense, peuplé de 130 à 140 millions d'habitants, pays de vieille culture où plusieurs cultures ont réussi à n'en faire qu'une seule, sous toutes les formes de l'expression littéraire, artistique ou scientifique. Son immensité géographique aussi, donc sa diversité, tout cela, n'insistons pas, justifie amplement ma présence parmi vous.

- Ensuite, pourquoi me trouver devant vous, mesdames et messieurs ? Cela fait partie des tâches modernes qui incombent à un chef de l'Etat, au moment où nous vivons les effets d'une crise. On appelle cela crise, c'est tout simplement une certaine difficulté d'adaptation de nos sociétés à suivre le progrès scientifique et technologique. Par voie de conséquence ayant toujours quelque retard - les pays qui ont le plus de retard sont ceux dont les institutions sont lourdes ou rigides - le temps de rattraper ce retard, c'est la crise. Pendant le temps où le machinisme se développe, où l'automation prend le pas sur les anciennes formes de production, il se crée une sorte de désordre, les pays qui prennent du retard sont pour longtemps battus dans la compétition internationale. Toujours faute d'adaptation, les emplois se raréfient & il faut simplement comprendre qu'ils changent de nature. Mais en tous cas, crise ou pas crise, nous y sommes. Pour la France nous y sommes depuis 1973 - 1974. Bien entendu, des éléments sont intervenus : la crise pétrolière, l'augmentation considérable de ce type de matière première - la France n'est pas productrice de pétrole.

- Il y a eu ensuite ce qu'on pourrait appeler la deuxième vague de difficultés autour des mouvements erratiques du dollar. Erratique, c'est une façon de parler, jusqu'à une époque récente c'était toujours le même sens. En effet, depuis qu'en 1971, les Etats-Unis d'Amérique ont cassé le système de Bretton Woods, plus personne ne s'y reconnaît. Toute une série de dispositions ont été prises par les Etats-Unis d'Amérique. Je ne leur attribue pas la seule responsabilité de cette difficulté, mais enfin, soyons objectifs, c'est vrai qu'à compter du moment où une seule monnaie présentait les réserves principales et d'autre part pouvait servir de refuge pour tous les modes de financement et aussi pour certaines spéculations sur l'argent plutôt que la nécessité d'investir là où il faudrait investir dans l'ensemble de nos pays, bien entendu, un grand désordre en a découlé : la valse des monnaies a commencé au point qu'il a fallu beaucoup lutter ensemble pour parvenir à bien asseoir la nôtre - ce qui est fait.\

Pour cela, il convenait de redresser, c'est-à-dire de moderniser notre propre industrie. Parmi nos industries il en est dont on parlera tout à l'heure. L'une des plus puissantes est l'industrie agro-alimentaire. L'agriculture française est très puissante et ses moyens de transformation sont également très remarquables. Mais d'autres le sont aussi : l'aéronautique, les télécommunications, le nucléaire, que sais-je encore ? Je n'insiste pas ... je ne suis pas venu ici établir un palmarès de l'industrie française. Il fallait la moderniser. Il fallait qu'elle préserve, qu'elle accroisse ses parts de marché dans le monde. Cela ne se fait pas n'importe comment, simplement parce qu'on le décide. Cela prend du temps pour disposer de tous les moyens, de tout ce qui apporte une série de sciences et d'industries nouvelles dans lesquelles la part de l'informatique est devenue considérable, la mécanique se combinant avec l'électricité sous toutes les formes les plus extraordinairement inventées.

- La France sur certains points a parfaitement réussi à rester dans le peloton de tête, dans

d'autres domaines elle a parfois cédé le pas et notre effort principal, celui des gouvernements que j'ai constitués, a été précisément de rattraper là où c'était nécessaire et de prendre de l'avance quand on le pouvait. Un corollaire : la formation des hommes, des femmes et disposer des hommes et des femmes capables de faire les métiers qu'ils auront à faire et non plus les métiers qu'on ne fait plus. Dans un vieux pays comme la France c'est une révolution qui n'est pas facile à mener. Aujourd'hui nous avons atteint un bon niveau de formation. Un élément quantitatif : l'admission chaque année, et c'est le cas actuellement, d'un million de jeunes qui sont formés par les dispositions prises par l'Etat d'une façon majoritaire et par les entreprises d'une façon minoritaire.

Modernisation et formation : il faut moderniser, vraiment à tout prix. Il a fallu accepter certains sacrifices. Je suis socialiste et mon objectif à la tête d'un gouvernement de gauche en France était bien entendu de développer l'économie tout en développant les régimes sociaux. C'est ce que nous avons fait surtout dès notre arrivée au pouvoir par des mesures sociales ou des transformations de structures les plus importantes depuis que la République existe en France.

- Les mesures que nous avons prises ont créé une nouvelle structure française auxquelles il faut ajouter une transformation de nos institutions elles-mêmes par un phénomène de décentralisation jamais connu en France. La France a toujours tendu à se centraliser au travers de la monarchie, puis la monarchie absolue, puis Colbert, puis la Révolution française qui avait besoin d'empêcher que n'éclatent les forces centrifuges et donc que n'éclate le jacobinisme puis Bonaparte, et cela a continué avec la IIIème République. C'est donc la première fois dans l'histoire de France qu'on décentralise en donnant du pouvoir, tout simplement du pouvoir - un pouvoir économique en même temps que politique et culturel - à des régions, à des départements. Il y a 22 régions en France et la France n'a que 55 millions d'habitants, ce n'est pas un pays très étendu, donc 22 régions, cela représente un effort et il y a une centaine de départements. Nous avons diffusé le pouvoir, diffusé la responsabilité, considérant que la responsabilité c'était le stade supérieur de la liberté.

En même temps, nous avons développé les droits sociaux : la retraite en France est à 60 ans, c'est un droit, ce n'est pas une obligation. Les Français ne sont pas à la retraite à 60 ans, mais ceux qui le souhaitent peuvent obtenir leur retraite à ce moment-là. Il y a des mesures prises pour les congés payés et après tout, ce n'est qu'en 1936 que les travailleurs ont pu partir en vacances, à l'époque c'était 14 jours, 2 semaines, maintenant c'est 5 semaines. Nous avons comme cela persévéré en accroissant les droits des travailleurs dans les entreprises : l'ensemble des dispositions qui touchent à la stratégie industrielle doivent être aujourd'hui délibérées entre le patronat et l'ensemble des employés, cadres, ouvriers.

Je ne vais pas m'attarder, simplement pour vous dire que nous sommes pour l'instant au milieu d'un effort considérable qui nous a conduits à nous attaquer à quelques terrains hésitants qui vous paraîtront évidents à vous, mesdames et messieurs, dont la vie, la profession est liée à l'économie : l'inflation dont j'ai hérité en 1981 était de 14 % par an, elle est aujourd'hui, elle sera cette année de 5 %, j'espère parvenir l'an prochain peut-être à 3,5 %, je ne sais pas. L'objectif du gouvernement sera de 3 à 3,5 %. Cela ne se passe pas aisément, vous vous en rendez compte vous-mêmes ici. Cela veut dire que nous avons mis un peu en sourdine la croissance. Nous avons constaté naturellement, au début de notre mandat, avec l'afflux de moyens nouveaux donnés à la consommation populaire, que la France n'avait pas l'armature industrielle suffisante pour fournir aux consommateurs français ce dont ils avaient besoin. De ce fait nous avons accru exagérément nos importations, notre commerce extérieur a commencé à basculer. Il avait déjà commencé auparavant puisque j'avais hérité en 1981 de 61 milliards de francs de déficit à la valeur de la monnaie du moment. Nous tournons en 1984, 1985, à environ 20 milliards par an. C'est dire que nous avons considérablement réduit ce déficit tout à fait dommageable et nous avons réalisé l'an dernier l'équilibre de notre balance des paiements. Nous cherchons à obtenir pour le moins le même résultat pour maintenant.

- Notre déficit budgétaire a été fixé à 3 % du produit national brut. 3 % c'est raisonnable, cela donne juste le jeu qui permet à la puissance publique d'intervenir comme elle doit intervenir, mais pas plus qu'il ne faut non plus, sans quoi c'est à la fois un secteur inflationniste de désordre

et en même temps, naturellement, nous risquons d'atteindre notre monnaie. Notre monnaie est en bonne santé. Le franc appartient au système monétaire européen et est donc lié à un mécanisme précis et contraignant. La plus puissante monnaie de cette Europe, la Communauté `CEE`, c'est le mark - et bien entendu, dès que le mark connaît une envolée, le franc en support l'effet. Eh bien, au moment de la baisse récente du dollar, on pouvait craindre une tension dommageable au franc. Nous avons en effet une inflation supérieure à celle de l'Allemagne depuis maintenant de très longues années - 12, 13, 14 ans - mais vous savez fort bien que ce n'est pas le seul facteur qui intervient. Le facteur psychologique, le facteur politique jouent aussi, et nous avons une capacité d'expansion en France qui, aujourd'hui, est assez remarquable. Donc, en fait, malgré la baisse du dollar, notre monnaie n'a pas bougé. Le franc est resté une monnaie saine et je ne vous livrerai pas de secret en vous disant que les réserves dont dispose la France, aujourd'hui, sont supérieures à celles que j'avais recueillies en 1981. De sorte qu'il y a déjà un bon matelas de sécurité, ce qui veut dire que notre économie est en bonne santé, avec un point noir : c'est le chômage.\

Le chômage, c'est une maladie de l'Europe occidentale. Quand on pense que les deux pays les plus modernes du monde par leur accès à l'automation - le Japon et les Etats-Unis d'Amérique - sont aussi ceux dans lesquels le chômage a fait le moins de ravages avec un développement, davantage dans le secteur des services que dans l'industrie, on mesure à quel point l'Europe est aujourd'hui en retard ! La France n'est pas mal située dans cette Europe, mais quand même, avec près de 10 %, le chômage c'est beaucoup trop. J'avais hérité de 1700000 chômeurs, il y en a aujourd'hui 2350000. Naturellement, la progression a beaucoup baissé mais c'est quand même une progression. En ce sens, c'est ressenti comme tel. Nous en souffrons. Il faut le temps - je l'ai dit tout à l'heure et je n'y reviendrai pas - d'adapter la formation et de disposer des industries performantes qui emploieront, sous des formes nouvelles, par de nouveaux métiers, de nouveaux travailleurs.

- Donc, notre chômage qui est très inférieur à celui de la Grande-Bretagne, à celui de l'Italie, à celui de l'Espagne et de bien d'autres, est légèrement supérieur au chômage de l'Allemagne - mais l'Allemagne nous rattrape, dommage pour elle ! Je trouve que c'est excessif, mais nous observons que c'est l'Europe de la Communauté qui souffre de cette maladie. Tout simplement parce que l'Europe est un peu fatiguée - elle a été aussi beaucoup fatiguée dans les guerres mondiales - mais sa démographie est vacillante, il y a même des pays de l'Europe dont la démographie devrait aller en diminuant, ce qui paraît extraordinaire. La France n'est pas dans ce cas. Je dirais que c'est elle qui a le taux de natalité, par rapport au taux de mortalité - il ne faut pas exagérer, c'est très faible - le plus fort de l'ensemble des pays occidentaux dont je vous parle.\

Et puis, avec peut-être un moindre appétit à produire, un moindre appétit à concurrencer, il y a une certaine faiblesse de l'Europe. Et précisément, nous allons en parler dans un moment, l'effort de la Communauté et, à l'intérieur, l'effort de la France, consiste à restituer à l'Europe d'une part sa capacité d'impact politique qu'elle a pour une large part perdue et en même temps tout ce qui s'en suit, c'est-à-dire puissance industrielle, puissance commerciale, puissance culturelle.

- Il n'en reste pas moins que l'Europe de la Communauté - c'est-à-dire de 10 pays, auxquels vont s'ajouter deux autres au mois de janvier prochain, l'Espagne et le Portugal - est la première puissance commerciale du monde : à l'intérieur de nos frontières européennes occidentales, plus la Grèce, nous avons des compétences, des savoirs au moins à égalité avec nos principaux concurrents du Japon ou des Etats-Unis d'Amérique. Mais si nous n'avons pas la même efficacité, c'est parce que nous n'avons pas le même point d'impact, le même fer de lance politique. On y travaille. Je vous dis tout de suite, pour que ce soit clair, que nous sommes, en France, que je suis, personnellement, très Européen ! Je voudrais que la Communauté européenne développe davantage ses atouts, donc qu'elle réforme ses institutions et ses structures pour disposer d'une plus grande efficacité.

- Je vous fais cette rapide description pour vous présenter la France d'aujourd'hui, avec ses succès, avec aussi ses manques, avec ce qu'il convient maintenant d'acquiescer ou de conquérir.

Parmi ces éléments, il y a précisément la -nature des échanges avec un certain nombre de pays vivants, actifs, dont les potentialités sont considérables, et je pense tout de suite au Brésil.\

Mesdames et messieurs, si je voulais résumer très rapidement les objectifs de politique extérieure de la France, j'en arriverais très rapidement à la question posée. Je ne m'attarderai pas sur les premiers axes de la politique extérieure de la France.

- Disons que le premier c'est au moins d'assurer notre sécurité et notre indépendance nationale, c'est bien le moins. C'est dire que pour cela nous sommes un des cinq pays du monde à disposer d'un armement nucléaire. Ce qui ne fait pas plaisir à tout le monde, mais représente une stratégie de dissuasion que nous jugeons indispensable dans le monde périlleux où nous vivons.

- Deuxième objectif, c'est de faire l'Europe. Faire l'Europe des Dix, des Douze, faire l'Europe pour qu'elle reprenne la place qu'elle a occupée dans le passé sous une forme différente.

- Le troisième objectif, c'est d'intervenir autant qu'il nous est possible pour préserver l'équilibre des forces dans le monde. Nous sommes, entre les Etats-Unis d'Amérique, notre allié, et l'Union soviétique, et l'Europe elle-même est en -état de considérable déséquilibre sur le -plan des armements. Défendre l'équilibre du -rapport des forces dans le monde.

- Le quatrième objectif politique et moral, c'est de défendre partout où le problème se pose le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

- Le cinquième que je cite en dernier uniquement pour faciliter notre conversation, c'est la relation Nord-Sud, c'est le problème posé par le développement. Et nous considérons, en France, que tout passe par là, non seulement les échanges économiques, non seulement le devenir, mais aussi la paix. On voit bien que personne n'a très envie de se servir de la bombe atomique pour régler les problèmes que nous pose quotidiennement l'anarchie du monde. Personne n'en a bien envie, c'est heureux. L'équilibre de la terreur, c'est un mot épouvantable, il a quand même depuis la dernière guerre mondiale servi à empêcher une généralisation des conflits.

- Mais l'autre péril à mon avis plus dangereux, parce que moins contrôlable, c'est la misère, c'est le déséquilibre entre la richesse des uns et la pauvreté des autres £ surtout si l'on sait que la richesse se développe dans des pays finalement moins peuplés que les autres et que c'est dans les pays qui subissent les effets de la pauvreté que la démographie galope. Il y a donc là un phénomène physique, indépendamment de tous les autres aspects, qui sera inévitablement explosif sous toutes les formes de révolution, d'affrontement, de guerre. On le sait bien. C'est une loi de la vie. C'est une loi des sociétés.\

La relation que nous avons avec vous, nous intéresse d'autant plus que si vous avez des zones de pauvreté, si vous vous posez à vous-mêmes ce problème-là à l'intérieur de votre pays, ce que je viens de dire pour le monde, se pose pour vous : comment équilibrer vos forces ? Il n'empêche que par la capacité qui est la vôtre, par le moyen de la culture - c'est très important les moyens de la culture - vous pouvez appréhender et maîtriser ce type de problème, cela dépend de votre volonté, de votre courage £ mais vous les avez.

- Là-dessus, un certain nombre de pays viennent de connaître ou connaissent encore une terrible difficulté : celle de l'endettement. Je crois qu'une question doit m'être posée à ce sujet - après tout je n'en sais rien mais ce serait tellement étonnant que cela ne soit pas ainsi que je peux parier sans grand risque. J'ai bien remarqué que lorsque je m'adressais à la presse brésilienne à Brasilia, c'est à peu près la seule question qui m'était posée, comme si d'ailleurs je pouvais apporter toutes les réponses, moi tout seul, à l'ensemble des problèmes, qu'ils soient spécifiquement brésiliens ou qu'ils dépendent du -concours de l'ensemble des nations du monde. L'Amérique latine est très fortement endettée. Le Brésil, en tant que tel, est très fortement endetté. D'autres pays le sont plus encore, mais le problème n'est pas le même, les solutions ne sont pas les mêmes : je pense à l'Afrique.

- Vous savez que la France est particulièrement concernée par l'Afrique, c'est là qu'elle fait l'effort principal dans ses aides à la fois bilatérales et multilatérales, pour des raisons multiples qui sont historiques, qui sont politiques, qui sont également de communauté de langue - la langue française est la langue véhiculaire, avec beaucoup de pays d'Afrique, spécialement d'Afrique noire en même temps que l'Afrique du Nord -. C'est dire que nous sommes sollicités de toutes

parts. Notre politique se veut une politique universelle, elle n'est pas spécialisée. Comme toujours, pour un pays de 55 millions d'habitants qui a des forces puissantes, mais enfin limitées, c'est une ambition très grande, mais nous n'y renoncerons pas.

Il se trouve que dans ce problème de l'endettement, le Brésil occupe une place importante. J'ai dit devant votre Congrès à Brasilia - et c'est une expression qui a été reprise par la presse - : "vous n'êtes pas nés débiteurs, vous n'avez pas vocation à être débiteurs, vous ne serez pas toujours débiteurs, vous avez un moment, une mauvaise passe à franchir". Je pense que le minimum d'intelligence de la part des pays comme le mien, c'est de parier sur votre réussite. Plaise à Dieu que nous ne soyons pas un jour votre débiteur ! Mais enfin nous sommes convaincus que vous serez d'une grande amabilité. Votre réussite arrivera. Pourquoi ? Parce que vous avez des richesses dans votre sol, dans votre sous-sol, et puis surtout dans l'intelligence, la formation des jeunes. Comment traverser cette mauvaise passe ? Voilà le problème pour vous.

- Il se trouve que la France s'est intéressée à ce raisonnement parce que 10 % environ de votre dette est due à la France. La France serait donc l'une des principales victimes du non-paiement des dettes.

- Premièrement, je considère que le Brésil a le moyen, par sa volonté et son organisation, de récupérer - comme on dirait d'un malade qui aurait eu un moment une défaillance physique. Vous avez le moyen de le faire. Ensuite, je pense qu'un certain nombre de mesures de fond et d'autres mesures de circonstances sont tout à fait à portée de la main.

- Dois-je m'arrêter maintenant pour approfondir ce sujet qui, m'a-t-on dit, serait posé ou dois-je continuer sur ce problème de l'endettement ? C'est à vous de me le dire, monsieur le président. Peut-être faudrait-il maintenant que je laisse les questions s'exprimer ?

- QUESTION.- ...

- LE PRESIDENT.- Je vous remercie, monsieur. Je vois que cela n'a pas mis longtemps. J'ai déjà dit sur la dette brésilienne que cela m'intéresse beaucoup parce que notre risque est d'environ 10 % de votre dette extérieure. Nous sommes les premiers placés pour savoir qu'il serait plutôt utile que le problème soit résolu. Vous avez rappelé justement que nous assurons la présidence du Club de Paris et je crois que nous exerçons une présidence - mais j'y viendrai un peu plus tard - qui peut être favorable à la solution de vos problèmes. La France - je puis vous le dire sans tomber dans aucune forme de démagogie - a parfaitement compris que les problèmes de la dette ne pouvaient pas être résolus par l'écrasement du débiteur. Et si on veut élargir le problème, les pays dits riches ont autant intérêt que leur débiteur à dominer cette crise. Il faut absolument restaurer le terme de l'échange et si les pays dits industriels sont aujourd'hui remplis d'une certaine superbe, ils apprendront vite que la crise d'aujourd'hui est due pour une large part au fait que des milliards d'êtres humains sont hors d'état de produire, d'échanger et de consommer. Donc nous sommes liés, totalement liés. Il n'y aura pas de réussite, pas de sortie de crise pour vous sans nous, il n'y aura pas de sortie de crise pour nous sans vous. Je dirai à M. Feraz qu'il ne faut pas croire que, parce que le président du Fonds monétaire international est un Français `Jacques de Larosière`, cela puisse peser en quoi que ce soit sur les questions posées par le FMI et les fonctionnaires internationaux. Je le connais, mais il n'agit pas en tant que Français. C'est un homme de valeur £ en tant que Français, il a été formé à une discipline qui lui permet sans doute de bien comprendre les problèmes des pays en voie de développement, qui souffrent le plus dans le monde. Mais vous savez, des gens dont le métier est la finance - ni des autres non plus d'ailleurs - il ne faut pas attendre des épanchements sentimentaux excessifs.

Alors, en quoi la France peut-elle aider le Brésil ? J'ai là une note dans laquelle on me signale que votre pays est l'un des principaux bénéficiaires des crédits d'aides français, c'est-à-dire à des conditions privilégiées, et je note environ 12 milliards de francs depuis 1979. Le rythme de ces attributions de crédits d'aides s'est nettement accéléré depuis 1980. Donc, chaque fois que nous pouvons intervenir, nous intervenons de façon à faciliter, à détendre la rigueur de la situation présente.

- J'ai déjà annoncé à votre Parlement, comme je l'ai fait à l'égard de votre Président, que le parti-pris de la France n'est pas naturellement de renoncer à sa créance mais d'examiner vraiment, à visage découvert, avec ses partenaires, dont vous êtes, les moyens d'éviter que le

ment, à usage collectif, avec des personnes, sans tous ces, les moyens de faire que le remboursement de la dette n'accroisse l'appauvrissement, ne soit générateur de misère, finalement de révolte et de péril pour la démocratie. Nous ne pouvons pas assurer notre créance en retirant le souffle de la vie du débiteur.

- Comment cela se traduit-il dans le langage pratique ? Eh bien voilà, il y a des gens qui se mettent autour d'une table - moi je n'y serai pas et je ne prétends pas y être, ce n'est pas mon rôle - et qui vont discuter des problèmes de réaménagement, de rééchelonnement, qui vont voir quelles sont les liquidités qui pourront être trouvées. Cela, c'est le problème circonstanciel. La France est disposée à y prendre part et elle a bien l'intention de se faire l'avocat des pays qui traversent ce mauvais moment à la limite même du respect honorable des obligations souscrites. Et puis il y a des problèmes de fond, car si l'on en est là ce n'est pas par hasard. J'ai tout à l'heure évoqué les événements qui se sont provoqués depuis 1971 sur le système monétaire international. Vous savez que l'on nous a demandé, il y a peu de temps au cours d'une réunion des sept pays les plus industrialisés du monde - c'était à Bonn, capitale de l'Allemagne fédérale - d'accepter une négociation commerciale au GATT dès le début de janvier 1986, alors que j'en ignorais complètement l'éventuel ordre du jour et le contenu, et que je connaissais déjà la protestation de deux pays importants comme le Brésil et l'Inde, qui ne reconnaissent pas en somme à quelques pays, le droit de s'attribuer le pouvoir de décider pour tout le monde. Quand je me suis informé auprès du GATT de la situation présente des dossiers qui seraient examinés par une nouvelle négociation, il y avait juste l'agriculture. Cela vous arrangeait peut-être mais nous non, parce que nous considérons que la Communauté `CEE` dont nous allons parler dans un instant, la communauté agricole en particulier, dont la France est le principal fournisseur, ne devrait pas limiter l'examen du protectionnisme aux échanges agricoles. C'est d'ailleurs un point sur lequel il y a une certaine difficulté avec le Brésil. La France souhaite que l'on discute des services, le Brésil ne le souhaite pas. De toutes façons, nous ne souhaitons ni l'un, ni l'autre une réunion prématurée du GATT qui serait entièrement séparée d'une autre négociation : la négociation sur le système monétaire international. On ne peut pas faire un accord commercial sans avoir la moindre garantie monétaire. J'ai expliqué cela au cours de cette réunion. Je me suis opposé au président Reagan et il me paraissait parfaitement insolite de pouvoir signer un accord de commerce, sans savoir à qui j'avais à faire sur ce plan monétaire. Donc, le GATT se réunira quand nous aurons donné notre accord, vous, nous, d'autres encore, sur un calendrier et sur un ordre du jour.

- Depuis déjà longtemps, mesdames et messieurs, je participe à ces réunions au sommet : j'en ai fait cinq. Mme Thatcher en a fait un peu plus, mais M. Reagan et moi nous en avons fait cinq. On se retrouve chaque année comme cela et on parle toujours de la même chose, cela veut dire que l'on n'avance pas beaucoup. On m'a demandé, par exemple, de retourner aux Nations unies pour faire un grand discours, là, maintenant. Comme j'ai déjà fait un grand discours il y a deux ans et que j'aurais dû répéter exactement la même chose, je n'ai pas jugé nécessaire de procéder à cette répétition. Le problème n'a pas avancé. On constate tout juste une certaine évolution depuis peu de mois, peut-être au travers des conférences de Séoul, qui permet de penser qu'on pourrait aller vers une meilleure compréhension du pays le plus puissant, qui pèse le plus lourd : les Etats-Unis d'Amérique, par rapport à cette discussion monétaire.

Je vous répondrai enfin sur le problème général de la dette. Il y a deux mesures générales indispensables à prendre et là-dessus la France est sur la même longueur d'onde que le Brésil.

- D'abord les ressources internationales. Il faut que la Banque mondiale joue son rôle et de ce point de vue, elle ne le joue pas faute de moyens. Il faut qu'il y ait de nouvelles ressources internationales. Il faut que la Banque mondiale puisse intervenir dans cette crise plus qu'elle ne peut le faire actuellement. On pense au système qui existe, on pourrait inventer des systèmes qui n'existent pas. On pense aux droits de tirages spéciaux aussi.

- Le deuxième point est qu'il faut obtenir de nos partenaires américains du Nord une nouvelle politique des taux d'intérêts de l'argent. La façon dont les choses ont été menées a fait que pratiquement tous les moyens capitaux de l'Europe occidentale, au lieu de s'investir dans le progrès industriel, sont allés peut-être simplement spéculer sur les différences des valeurs des

monnaies. Et les pays du tiers monde ont vu anéantir tous leurs plans de développement par une simple variation du dollar ! Si l'on ajoute les taux d'intérêts, qui font que l'on se demande pourquoi quelqu'un prendrait de la peine à fonder une industrie dans son pays alors que c'est si commode de placer son argent correctement ailleurs, c'est vraiment l'une des causes les plus terribles de la déperdition d'activités dans le monde. Je fixe comme objectif pour la France d'intervenir dans toutes les instances internationales comme nous le faisons déjà depuis longtemps. Vous avez bien voulu rappeler, monsieur le président, qu'à Versailles déjà, en 1982, la France avait présenté cette analyse. Il y a autre chose à faire, mais si l'on fixe ces deux points - diminution des taux d'intérêts réels, augmentation des liquidités internationales - comme impératifs et si l'on y parvient, alors bien des pays, et notamment le Brésil, commenceront à sortir la tête de l'eau. Vous avez déjà commencé, vous avez fait un effort remarquable car on ne peut pas dire que la solution de la dette brésilienne soit internationale ou qu'elle soit franco-brésilienne, elle est brésilienne.

- A cet égard, je suis émerveillé par l'effort que vous avez fait en matière d'exportation. Pour 1984, 1985, je crois que c'est de l'ordre de 12 à 13 milliards de dollars. Quand on songe que votre dette extérieure est de l'ordre d'une centaine de milliards, on voit simplement comment en deux années, tout en consacrant l'essentiel de vos excédents à régler les intérêts de votre dette - ce qui est vraiment écrasant, ce qui est stupéfiant - votre pays a montré une capacité de redressement très remarquable. Seulement voilà, cela vient mettre par terre les données de votre politique économique car vous êtes obligés d'avoir une politique d'exportation à tout-prix, ce faisant vous êtes obligés de vous placer mieux sur le marché. On dévalue et d'un seul coup vous n'arrivez pas à réduire votre inflation autant que vous le voudriez. Vous êtes pris, comme l'on dit, dans une expression un peu vulgaire en France, "vous êtes pris dans un sifflet". Il faut que l'on vous aide à en sortir. De ce point de vue-là, je puis vous dire qu'il faudra que l'on vous aide à en sortir. Je puis vous dire qu'il s'agira pour nos experts internationaux de traduire cela en langage concret mais il est indispensable que l'on vous aide à sortir de là ... On ne peut pas demander à ceux qui travaillent, depuis le patron de l'entreprise jusqu'au plus modeste employé, de travailler à longueur de journée, parfois de nuit, avec pour condamnation finale, pour le plus grand nombre, la misère. C'est impossible.\

QUESTION.- ...

- LE PRESIDENT.- Je vous remercie de cette question, monsieur le président. Vous posez une question sur le protectionnisme français, moi j'avais envie d'en poser une sur le protectionnisme brésilien. On va essayer de trouver un point moyen. D'abord, dépassant le problème agricole, je ferai observer ceci : pour l'instant la balance commerciale entre le Brésil et la France est à l'avantage du Brésil pour 5 milliards. Première observation qu'il est bon que je rappelle moi-même sans quoi l'on pourrait ne pas le savoir. Cinq milliards, donc l'objectif de la France ce serait plutôt de rattraper ces 5 milliards. Faudrait-il que nous accroissions notre protectionnisme ? Non, nous ne le ferons pas. Peut-être pourriez-vous réduire le vôtre, cela reviendrait au même et ce serait plus agréable.

- Deuxièmement, la CEE, la Communauté économique européenne, est le principal importateur mondial agro-alimentaire dans le monde. C'est un grand exportateur, c'est aussi le principal importateur et dans la relation entre le Brésil et la France, le Brésil est devenu le troisième fournisseur de la France et même le premier si l'on ne tient pas compte des relations intra-communautaires, de ce qui se passe à l'intérieur de la Communauté. Donc, votre question, monsieur le Président, doit être relativisée. D'autre part, le Marché commun agricole repose sur une règle, il a ses lois et c'est vrai qu'il y a une préférence communautaire. Qu'est ce que le Marché commun européen ? C'est un Marché commun agricole, c'est une préférence communautaire et c'est une union douanière. Voilà les trois caractéristiques du Marché commun. Sur le -plan agricole, cela entraîne une garantie des prix mais c'est tout. Nous n'avons pas du tout l'intention, au sein de l'Europe, de renoncer à cette préférence communautaire car cela "mettrait par terre" le Marché commun. Nous ne sommes pas partisans d'une zone universelle de libre échange, il faut bien que vous vous en rendiez compte.\

Ce n'est pas à l'égard du Brésil que nous nous défendons de la sorte mais nous avons une très rude concurrence avec les Etats-Unis d'Amérique qui sont assez protectionnistes comme l'Europe, comme le Brésil, comme le Japon, comme l'Australie, comme tout le monde. Et voilà pourquoi j'insiste pour que la conférence du GATT qui doit avoir lieu mette tout sur la table. Quand une marchandise américaine ne peut traverser l'Atlantique que sur un bateau américain est-ce que c'est du protectionnisme ou est-ce que cela n'en est pas ? Lorsque Concorde ne peut pas traverser le ciel américain, ce qui lui interdit des bénéfices commerciaux, est-ce que c'est du protectionnisme ou est-ce que cela ne l'est pas ? Et comment faites-vous avec les Etats-Unis d'Amérique, pour toute une série de productions, pour vos chaussures ... pour le reste ? ... Il n'y a pas de protectionnisme américain à l'égard des produits brésiliens ? Alors il faut, je le répète, relativiser, il faut savoir de quoi l'on parle.

- D'autre part, il faut bien dire que la majeure partie des produits agro-alimentaires brésiliens viennent en Europe sans rencontrer d'obstacles tarifaires. C'est le cas en particulier des produits tropicaux qui ne sont soumis à aucune règle. La France d'autre part ne demande pas mieux que de participer à un certain nombre d'équipements. Je pense à l'irrigation par exemple dans le Nordeste. Donc, s'il s'agit de nous demander de renoncer au sein de l'Europe du Marché commun à la préférence communautaire, nous ne le ferons pas, mais nous sommes tout prêts à examiner les contreparties.

- A la dernière conférence du GATT, il y a 20 ans, en échange de cette préférence communautaire que nous avons préservée, nous avons consenti aux Etats-Unis d'Amérique la venue du soja et des tourteaux servant à l'alimentation du bétail sans taxe. Les Américains du Nord ont enregistré cette compensation à ce qui était une forme de protectionnisme, en effet, de l'Europe du Marché commun et ils reviennent maintenant, à chaque conférence du GATT, pour demander de nouveaux avantages, comme si l'on pouvait négocier deux fois la même chose. Mais nous sommes en effet disposés à traiter avec le Brésil. De quoi souffrez-vous surtout ? Vous souffrez sur le -plan agro-alimentaire, pour le sucre et pour la viande, les carcasses en particulier, je crois que c'est cela surtout. Pour le reste, je répète que vous offrez vous-mêmes une capacité de résistance tout à fait étonnante aux importations européennes et particulièrement françaises. Donc, il y a le sucre et il y a la viande. C'est vrai que la France en particulier souffre beaucoup d'un certain nombre de concurrences sur le -plan de la viande. Je pense en particulier à tout ce qui passe par la voie de la Grande-Bretagne, qui vient d'Australie ou de Nouvelle-Zélande ou bien aux marchés traditionnels, notamment avec l'Argentine. Vous avez à souffrir du protectionnisme européen mais davantage du protectionnisme américain, davantage du protectionnisme japonais.

- Je le répète, il n'y a pas d'autre solution, je ne vous ferai aucune promesse sinon que je suis disposé à participer à une réunion à laquelle tous les éléments de tous les protectionnismes seront mis sur la table. Je le disais à Brasilia à quelques personnalités dirigeantes que j'ai rencontrées, je vous l'ai dit à l'instant. J'en suis à ma cinquième conférence au sommet des pays industriels. A ces conférences, nous sommes sept : il y a le Japon, quatre pays européens, l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, il y a le Canada, les Etats-Unis d'Amérique. A chaque fois, il y a des conversations multiples, des experts se réunissent et disent : "il faut quand même que le Japon s'ouvre". Mais lorsqu'arrive la conférence, le Premier ministre japonais - j'en ai connu deux, M. Susuki d'abord puis M. Nakasone, deux hommes extrêmement différents, sauf sur un point... - laisse la conférence se dérouler sans intervenir, il sourit et, séduit par ce sourire, personne ne leur pose de question. De sorte que finalement il ne se passe rien et lorsque les séances sont levées, on dit : "Eh bien, monsieur le Premier ministre, on n'arrive pas à vendre au Japon, cela est très difficile... Quand une entreprise veut s'installer il faut cinq, six, sept ans". Il répond : "Mais il n'y a pas de protectionnisme". C'est vrai, il n'y en a pas de la part de l'Etat, mais il y en a de la part de personnes privées, des sociétés, des entreprises. Nous sommes prêts en réalité mais les empêchements se situent sur un autre -plan et c'est là qu'interviennent, je vais vous le dire, messieurs les Brésiliens, les problèmes de normes et les problèmes des services. Il faut en discuter, je comprends bien £ M. Le président Sarney m'en a parlé. Mais, quand même, les assurances, tout ce qui s'appelle "services" doit bien entrer dans le calcul ou bien l'on ne parle pas de la même chose.

pas de la même essence.

Donc, je vous répondrai, à vous, monsieur qui me posez la question, que si l'on veut mettre un terme à un certain nombre de restrictions, il faut que l'on en mette partout. Je suis tout à fait disposé à discuter avec vous d'un certain nombre de problèmes touchant à ces réglementations. Nous avons décidé, nous unilatéralement, un programme de suppression, de restriction quantitative en faveur des pays dits du tiers monde. Nous avons décidé également l'accélération des réductions tarifaires issues du Tokyo Round. Voici deux mesures déjà prises.

- Dernière petite observation, monsieur le président : vous avez doublé vos exportations brésiliennes en France au cours des cinq dernières années. Les importations françaises chez vous n'ont progressé que de 2/3. Je veux dire que d'une part le déficit est d'un côté et d'autre part la progression de ce déficit est toujours du même côté. Je ne refuse pas la discussion et je comprends votre question. Je ne la comprends que pour le sucre et la viande, je ne comprends pas pour le reste. Je reste naturellement tout à fait ouvert à la discussion mais je préférerais poser le problème sans trop de précautions avant.\

QUESTION.- ...

- LE PRESIDENT.- Avant qu'il n'y ait la nationalisation du crédit en France, le crédit était très contrôlé en France. Pardonnez-moi, je ne veux pas entrer dans la politique, vu que vous me posez une question, mais ceux qui nous précédaient étaient conservateurs et ils nous disaient : "Pourquoi voulez-vous nationaliser, c'est déjà fait". Ce qui n'était pas exact, mais je veux dire que les contrôles du crédit en France étaient très stricts. Cette nationalisation a été faite, je ne m'en expliquerai pas, cela correspondait à un programme politique dont j'étais moi-même le porte-parole. Mais là où je ne vais pas répondre par une boutade, c'est qu'en fait les banques nationalisées françaises ont un comportement absolument libre d'agir. C'est un des points sur lesquels j'ai le plus insisté. Que ce soit pour les nationalisations industrielles ou pour les nationalisations bancaires, j'ai refusé que le gouvernement qui, à un moment donné avait une tendance en ce sens, se substitue à la marche commerciale normale des banques, quitte à ce que les banques, à l'intérieur de notre pays, participent davantage au redressement nécessaire. Et de ce point de vue, en effet, nous avons donné des directives.

- Alors, la nationalisation des banques a-t-elle compliqué notre action pour le redressement économique de la France ? Vraiment pas. Quand je dis, cela n'a pas changé grand chose, c'est que l'on peut changer un PDG de banque, mais le plus grand nombre des responsables de banques sont les mêmes. Nous ne sommes pas des sauvages. Nous n'avons pas fait la Terreur, nous n'avons pas fait Robespierre. Nous n'avons pas coupé la tête des employés, des directeurs, des sous-directeurs, même pas des vice-présidents, même pas des directeurs généraux. Si bien que la tradition bancaire en France a été entièrement préservée. Mais il y a un certain nombre de banques qui sont, mesdames et messieurs, nationalisées depuis 1945 : les grands groupes BNP, Crédit Lyonnais, Société générale sont nationalisés depuis 1945, ils l'ont été par le Général de Gaulle, cela fait 40 ans, exactement 40 ans. Il ne faudrait pas "découvrir le Pérou" - c'est une expression française - tous les matins, cela fait 40 ans. De sorte que ces banques-là, avec le Crédit agricole - qui n'est pas une banque nationalisée, mais une banque très décentralisée, qui appartient essentiellement à des milieux spécialisés, une banque polyvalente - les quatre principales banques françaises, les quatre que je vous ai citées - BNP, Société générale, Crédit lyonnais, Crédit agricole - se situent parmi les plus grandes banques du monde. Ce sont ces banques qui sont à la tête du mouvement bancaire français, mais je le répète, cela fait 40 ans qu'elles sont nationalisées.\

Il y a quelques grandes banques d'affaires, je pense à Suez ou à Paribas - bien que cette distinction soit de moins en moins exacte et très artificielle. Il y a ici un des représentants éminents semble-t-il, j'ai envie de lui céder la parole pour qu'il vous raconte la dureté de son esclavage. J'ai l'impression que M. le président Simmonot est un homme très libre et je voudrais lui poser la question : qu'est-ce que cela a changé dans votre vie quotidienne, monsieur le représentant de Paribas ?

- M. SIMMONOT.- Monsieur le Président, dans ma vie quotidienne, vraiment rien.

- LE PRESIDENT.- Et dans votre vie professionnelle ?

- M. SIMMONOT.- Dans ma vie professionnelle, nous avons ressenti cette période qui aurait pu être plus difficile, qui je dois le dire s'est bien passée.

- LE PRESIDENT.- Oui, cela ne s'est pas mal passé. Vous l'avez ressenti parce que vous n'étiez pas habitué et puis cela ne vous était pas agréable. Cela ne vous était peut-être pas agréable au point de départ. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a eu forcément, comme dans tous les grands changements, un moment d'incertitude où des gens très responsables, très capables, répartis dans le monde, se sont dit : "mais, qu'est-ce qu'il va nous arriver ?". Il est arrivé que cela marche plutôt mieux. Voilà ce que je pourrais vous dire. Cela marche plutôt mieux. Voilà ma réponse, monsieur le président.\

QUESTION.- ...

- LE PRESIDENT.- Je peux répondre oui à vos questions. Cela ne doit pas être très aisé à monter dans une période de restrictions budgétaires : augmenter les bourses d'études, car même sur le plan de notre université, nous avons plutôt réduit pour arriver à rester dans le pourcentage des 3 % de déficit budgétaire et ne pas le dépasser. Car dans le même temps, nous réduisons les impôts et les charges sociales. Je vous rappelle que, chaque année en France, depuis 1973, le total des impôts et des charges sociales a augmenté de 1 %. C'était vrai à la fin de la présidence de M. Pompidou, c'était vrai sous la présidence de M. Giscard d'Estaing et cela a continué avec moi. 1 % par an. C'est comme cela que le total des prélèvements obligatoires est arrivé à 45, 46 % du produit intérieur brut, ce qui est trop important. Nous avons décidé de mettre un cran d'arrêt. Pour la première fois en 1984, pour l'année 1985, nous avons arrêté cette progression. Je vous dis cela, M. Simmonot, parce que c'est quand même très important pour les Français surtout de le savoir. On a réduit de 1 %. Dans la réalité des choses, on est arrivé à 0,8. Dans la préparation budgétaire 1 %, mais 1 % de réduction quand l'habitude était prise depuis 10 ans de 1 % de plus chaque année, cela veut dire 2 %, et cela a représenté un effort considérable. Pour la première fois on redescend vers 44 % du produit intérieur brut. Je souhaite que l'on continue modérément, bien qu'il soit difficile de promettre, comme on le fait un peu aisément dans certains milieux de l'opposition française où l'on dit que "l'on va dépenser beaucoup plus où le gouvernement actuel ne le fait pas alors que ce serait nécessaire, et qu'en même temps l'on réduira les charges". Raisonnablement difficile à tenir.

- Donc nous sommes un peu limités dans nos bourses, mais les augmenter est une nécessité. Vous avez raison, monsieur le président, d'insister sur ce point, je le ferai moi-même auprès du ministre compétent, Mme le ministre du commerce extérieur `Edith Cresson`, M. le ministre de l'éducation nationale `Jean-Pierre Chevènement` et, naturellement, M. le ministre de l'économie et des finances `Pierre Bérégovoy`.\

Vous avez une progression tout à fait notable de l'implantation des entreprises françaises au Brésil. Il y en a, je crois, plus de 500 qui sont installées. Les investissements français ne sont pas considérables, ils représentent 3 et 2 % des investissements étrangers. Nous avons donc un champ assez vaste de progrès. Ce progrès se produira d'autant mieux que nous aurons un personnel tout à fait éduqué pour réaliser des exploits commerciaux.

- Il faut aussi noter des réussites exemplaires dans des domaines très divers : celles des banques, celles d'entreprises. Il ne faut pas que je donne ici une sorte de palmarès des réussites, parce que ceux que je n'aurai pas cités pourraient avoir l'impression que je suis injuste à leur égard, mais enfin Carrefour, Alsthom-Atlantique, le Crédit Lyonnais, Rhône-Poulenc, avec Rodia en particulier, d'autres encore ... J'ai vu aussi le chantier dans lequel se sont placées quelques personnes que j'ai rencontrées hier soir, à Rio, pour arriver à développer notre industrie automobile. J'observe au demeurant que le Brésil n'est pas très accueillant pour ces implantations. Serait-ce un effet du protectionnisme ? Nous avons vraiment des gens qui se battent bien, monsieur le Président. On va essayer de vous aider. Vous savez qu'il existe des procédures d'aides, une procédure dite "Codex" qui, depuis quelques années a regroupé, simplifié, même augmenté les formes d'appui apporté par l'Etat aux entreprises qui réalisent, à l'étranger, des investissements industriels et commerciaux. On intervient aussi pour les financements. Il y a des apports de capitaux. Ce sont tous les investissements que vous,

entreprises privées et publiques, apportez au Brésil. On intervient par des apports de financements, on intervient par des apports en technologie. Bref, nous ne sommes pas absents. Cependant, je pense que la France est encore très en arrière de ce qu'elle pourrait faire au Brésil. Je retiens, sans même les discuter, les deux propositions que vous avez faites, monsieur le président Simmonot.\

QUESTION.- ...

- LE PRESIDENT.- Je vais essayer de répondre. Je peux répondre aux faits, je peux difficilement répondre aux craintes.

- J'ai déjà dit que le commerce entre la France et le Brésil devait connaître de grands progrès, surtout pour la France qui est déficitaire. Mais vous êtes dans une phase de puissantes exportations. Après tout, il est bien normal que la France prenne part à l'effort du Brésil. Naturellement, le déficit du commerce extérieur de la France est un de mes soucis. Je crois que vous devez être peut-être parmi ceux des pays dits en voie de développement avec lesquels nous avons le plus fort déficit de commerce extérieur. On fera notre possible pour réduire cette marge, mais pas par la restriction de nos importations en provenance du Brésil.

- Je ne me plains pas tellement de ce déficit-là, s'il vous aide. Parce que je comprends votre nécessité aujourd'hui, c'est la voie principale de votre salut. Et si c'est une façon pour la France - à partir du moment où ce serait dynamique et pas simplement malthusien - de prendre sa part du redressement brésilien, je ne m'en plaindrais pas. Cela ne m'empêchera pas, naturellement, d'encourager les Français à s'implanter au Brésil mieux encore qu'ils ne le font. Nous avons beaucoup d'entreprises qui en sont capables.\

Tout à l'heure, j'ai parlé du nucléaire, des télécommunications, de l'électricité, je pourrais parler de notre industrie pétrolière, du spatial. Nous avons des moyens de transports ferroviaires, automobiles, ... de l'aéronautique sous les formes diverses, hélicoptères, avions performants et puis l'aérospatiale. Nous avons eu un échec avec Ariane, il y a quelques semaines, mais enfin il y a eu 15 tirs et nous en avons réussi 12 sur 15, c'est une proportion supérieure aux tirs américains, dans des domaines comparables. Nous sommes en mesure de lancer des satellites, c'est une technique très compliquée, on comprend bien que cela ne puisse réussir à chaque fois, tant qu'on est encore dans cette première phase de notre action.

- Mais nous sommes en mesure, je crois, de supporter la concurrence et, même dans le créneau où nous nous trouvons, nous sommes les premiers au monde.

- Je dis cela avant de terminer pour que vous sachiez que la France dispose de quelques hautes technologies. Je ne suis pas venu faire de la propagande ici, je ne suis pas venu non plus pour rien. Il faut donc, mesdames et messieurs, que vous n'ayez pas l'impression - comme on l'a cru trop longtemps - que la France était un pays agraire. C'est un puissant pays agraire et c'est déjà bien, mais quand même ce n'est pas que cela, c'est aussi un pays qui est maintenant l'un des cinq premiers pays industriels du monde. Nous avons des techniques pour le pétrole. Vous avez du pétrole. Nous, on n'en a pas mais au moins on peut vous fournir des techniques pour prendre le pétrole dans le sous-sol. N'hésitez pas ! Il y a des entreprises pour les moteurs. Rares sont les domaines où la France ne dispose pas d'une certaine avance et là où nous sommes plus faibles, c'est dans des domaines qui touchent à la transformation de nos matières premières. Je pense en particulier au bois, nous avons la première forêt d'Europe et nous n'avons pas un bon équipement d'industrie du bois : les papeteries, le meuble. Nous avons également un grand retard pour le cuir, nous avons un grand troupeau animal et nous n'avons pas de puissantes industries du cuir. Nous n'avons pas l'industrie qu'il faudrait sur le -plan de la machine-outil, c'est d'ailleurs l'un de mes efforts principaux. Vous savez fort bien où se trouve la valeur ajoutée et quand on n'a pas l'industrie de la meilleure valeur ajoutée à partir de la machine-outil, on reste en panne. On essaie de faire un grand effort dans ce domaine, je pourrais vous décrire les quelques défaillances. Il y en a. J'espère que vous retiendrez surtout les réussites. Mesdames et messieurs, je vous remercie d'avoir bien voulu me prêter attention.\